

INTRODUCTION

JEAN-MICHEL GUIEU ET CLAIRE SANDERSON

C'est à travers la notion de « génération » que nous avons choisi de rendre hommage à Robert Frank, professeur d'histoire des relations internationales à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. « Génération » d'abord dans la transmission des valeurs de cet historien engagé et intègre, penseur libre, homme généreux, chaleureux et profondément humain. Transmission aussi de l'enthousiasme qui caractérise son œuvre et son activité, dans l'enseignement comme dans la recherche, et qui a inspiré des générations d'étudiants dont beaucoup sont devenus des collègues. « Génération » également dans ce que nous appelons ici la « génération Robert Frank », constituée de ces mêmes étudiants, de ses nombreux docteurs ou doctorants avancés, de ses habilités à diriger des recherches, travaillant sur les différentes thématiques qui caractérisent ses propres champs de recherche et qui ont voulu lui offrir, en manière d'hommage, les contributions réunies dans ce présent volume.

Robert Frank a été à l'origine de nombreuses et belles rencontres intellectuelles dont certaines sont devenues de belles amitiés. Son indéniable talent pour nouer des liens forts, pour créer et nourrir des relations durables grâce à l'échange intellectuel en toute liberté, sa capacité à tisser des réseaux de chercheurs, à fédérer les esprits, ont nourri en permanence ses disciples, que ce soit lors des séminaires doctoraux à l'Institut Pierre Renouvin de l'université Paris 1 ou lors des séminaires de recherche annuels dans le cadre décontracté de Lagardelle dans le Lot. Par sa qualité d'écoute sans jugement, par sa disponibilité d'esprit dans l'échange, il a su encourager et inspirer de jeunes historiens et chercheurs, les guider et les accompagner bien au-delà de leurs soutenance de thèse ou d'habilitation, sur le parcours parfois semé d'embûches de leurs carrières d'historiens et d'enseignants-chercheurs.

Outre ses écrits stimulants et son enseignement passionnant, tel est l'héritage de Robert Frank : une génération de disciples qui continuent d'avancer sur ce même chemin, de tisser des liens intellectuels et humains et de transmettre à leur tour, aux futures générations, au croisement des cultures et à travers l'histoire des relations internationales, l'esprit de celui qui a su les écouter en toutes circonstances, les rassurer sur la validité de leurs premiers travaux et les nourrir de ses fulgurances intellectuelles. Ces « mélanges » représentent ainsi l'expression éditoriale de cette « génération Frank ». Ils sont à la fois le témoignage de la reconnaissance collective que nous devons à notre cher professeur et un manifeste de la vitalité de l'école française des relations internationales.

C'est en 1994 que Robert Frank a été élu à la prestigieuse chaire d'histoire des relations internationales de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne qu'avaient occupée avant lui les principaux maîtres de la discipline, Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle et René Girault, son prédécesseur immédiat et ami, avec lequel il avait notamment collaboré à deux volumes de l'*Histoire des relations internationales contemporaines*¹.

Ses précédentes fonctions d'assistant puis de maître de conférences à l'université de Nanterre (1977-1991) et de directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) (1991-1994) où il avait succédé à son fondateur, François Bédarida, avaient déjà fait de lui un historien reconnu et réputé internationalement. À la tête du Centre d'histoire des relations internationales contemporaines (CHRIC) que René Girault avait créé en 1984 à l'université Paris 1 comme composante de l'Institut Pierre Renouvin, il va désormais pouvoir faire rayonner l'histoire des relations internationales, à la fois dans la tradition des pères fondateurs de la discipline mais aussi en la renouvelant de ses propres conceptions qu'il a mûries depuis une vingtaine d'années.

À ses yeux, en effet, « l'historien doit s'efforcer de faire de l'histoire totale et l'histoire des relations internationales se prête particulièrement bien à cet exercice² ». Il croise ainsi avec bonheur l'étude des forces profondes – notion inventée par Pierre Renouvin qui « a fondamentalement influencé de nombreux historiens, dont [il est], dans leur manière de faire leur métier³ » – avec l'analyse de la politique française en matière de sécurité et de défense. Dans sa thèse de doctorat, il a choisi, sous l'influence de son directeur, l'historien économiste Jean Bouvier, de s'emparer du champ financier et de s'intéresser à la question du réarmement français dans la seconde moitié des années 1930⁴. Cette approche lui paraît alors « idéale pour l'étude synthétique des articulations entre le militaire et le diplomatique, entre le politique et l'économique, entre l'économique et le social, entre la politique intérieure et la politique extérieure⁵ ». Il démontre notamment que le Front populaire ne porte pas la responsabilité de la défaite et qu'il a plus fait en matière d'armement que les gouvernements de droite de 1934-1935, dépensant davantage pour les canons que pour le beurre.

Son intérêt pour la problématique de la « puissance » est aiguisé par sa participation au réseau international créé par René Girault autour de son programme de recherche sur la perception de la puissance dans quatre grands pays d'Europe (Allemagne, Italie, France et Grande-Bretagne), à trois moments

1. Robert Frank, René Girault, *Histoire des relations internationales contemporaines*, t. 2, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris, Masson, 1988 ; t. 3, *La loi des géants 1941-1964*, Paris, Masson, 1993 (avec Jacques Thobie).

2. Robert Frank, *La hantise du déclin. La France, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994, p. 134.

3. *Ibid.*, p. 130.

4. Voir sa thèse d'histoire de 3^e cycle soutenue en 1978 et publiée dans une version abrégée : *Le prix du réarmement français 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

5. R. Frank, *La hantise...*, *op. cit.*, p. 25.

cruciaux du siècle : 1938-1940, 1945-1949 et la fin des années 1950⁶. Le cas français fait plus précisément l'objet de ses analyses, avec un intérêt particulier accordé au passage de la France du statut de grande puissance à celui de « puissance médiane », terme qu'il juge préférable à « moyenne puissance ». Dans le cadre de son habilitation à diriger les recherches, il tente de synthétiser ses réflexions sur la hantise française du déclin au XX^e siècle, à travers les questions de la défense, de la monnaie et de la mémoire⁷. L'étude de la monnaie, quelque peu délaissée par les historiens des relations internationales, lui paraît, en effet, fondamentale parce qu'elle « touche à la fois à l'économique, à la psychologie collective et au politique⁸ ». Plus récemment, il soulignait encore que « la monnaie est une affaire trop sérieuse pour la traiter seulement du point de vue économique et monétaire⁹ ».

Au confluent de toutes les pistes de recherche sur lesquelles il chemine se trouve la Seconde Guerre mondiale qui « est au cœur de la plupart de [s]es travaux¹⁰ ». Sa « relation personnelle à l'événement¹¹ » a vraisemblablement guidé son intérêt d'historien vers cet objet : sa naissance en Écosse en 1944, en plein séisme mondial, d'une mère écossaise et d'un père juif polonais lui confère une relation « quasi identitaire » à l'événement, en même temps qu'une approche plus internationale qu'hexagonale. Dans le cadre de l'IHTP, il a la possibilité de coordonner deux enquêtes : il poursuit celle sur les entreprises françaises pendant la Seconde Guerre mondiale, commencée au temps du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale d'Henri Michel¹², et en lance une seconde sur les commémorations de ce conflit depuis 1945¹³.

Héritage également de sa naissance outre-Manche, la Grande-Bretagne sera toujours un champ d'étude privilégié dans ses travaux, car elle représente à ses yeux un élément de comparaison fort intéressant face aux réalités françaises, ces deux pays ayant connu un sort différent pendant le second conflit mondial et n'ayant pas vécu leur déclassement après 1945 de la même manière. Dans l'histoire des relations franco-britanniques, il montre que c'est « la peur du "Boche" qui avait globalement favorisé le probritannisme ; et c'est la mort du premier sentiment [à partir de 1950] qui a entraîné le déclin du second¹⁴ ».

Au fil de ses travaux, Robert Frank propose une réflexion sur le temps historique des relations internationales, car « l'historien doit tenir son rôle : celui qui

6. René Girault, Robert Frank (dir.), *La puissance en Europe 1938-1940*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1984 ; *La puissance française en question (1945-1949)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

7. R. Frank, *La hantise...*, *op. cit.*

8. *Ibid.*, p. 146.

9. Robert Frank, « Introduction », *Relations internationales*, 100, hiver 1999, p. 354.

10. *Id.*, *La hantise...*, *op. cit.*, p. 9.

11. *Ibid.*

12. Robert Frank, Henry Rouso, Alain Beltran (dir.), *Les entreprises françaises sous l'Occupation*, Paris, Belin, 1994.

13. Voir « Bilan d'une enquête », dans *La mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS Éditions, 1986.

14. R. Frank, *La hantise...*, *op. cit.*, p. 280.

pense la complexité des relations internationales en restituant la dynamique du temps¹⁵ ». Il articule avec habileté les différents types de temporalités, le temps long des forces profondes et le temps court de la décision, les questions de continuité et de rupture familières à l'historien. Il s'emploie ainsi à replacer la Seconde Guerre mondiale dans le temps long, à faire

sortir cet événement majeur de sa chronologie étroite de 1939-1945, pour l'insérer dans le long terme, dans le cadre de son siècle, en tentant d'analyser les ruptures qu'il provoquait et les continuités qu'il révélait pour un pays comme la France¹⁶.

Le traumatisme de la défaite de 1940 l'intéresse particulièrement car il lui permet d'analyser les effets à long terme d'un événement historique dans la mémoire collective. Dans le rapport de la France au monde au xx^e siècle, il met d'ailleurs en valeur un certain nombre de syndromes typiquement français : syndrome de Verdun, syndrome de Munich, syndrome de 1940 et syndrome de Vichy¹⁷. Toutefois, en fin analyste du temps de l'histoire, il propose d'ajouter une dimension supplémentaire, « celle des décalages entre les différentes lignes de continuité. Les mouvements longs qui animent les forces profondes ne sont pas toujours en phase¹⁸ ». Dans l'histoire américaine, par exemple, il y a un décalage dans le temps entre la puissance économique et la puissance militaire. Ces « déphasages » – et leur résorption – lui paraissent d'autant plus utiles à étudier qu'ils sont « en partie créateurs d'événements¹⁹ », comme ce fut le cas du décalage entre le réarmement matériel et le réarmement moral dans la France de la seconde moitié des années 1930. Robert Frank met ainsi à la disposition des historiens cette « grammaire historique des discordances et concordances de temps²⁰ » particulièrement féconde. Il contribue également à légitimer, par ses travaux, l'histoire du temps présent et à bousculer les réflexes de l'historien pour lequel seule la source d'archives permet d'établir la vérité historique²¹. En 1985, il n'hésite pas à se livrer à l'exercice de l'analyse d'un passé proche, comparant à chaud l'expérience de 1981 à celle du Front populaire²². Il manifeste également un intérêt tout particulier pour l'histoire de la télévision, un média dont l'étude lui paraît indispensable à la compréhension

15. Robert Frank, « Penser la complexité : l'histoire des relations internationales », dans *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire?*, Yves Beauvois et Cécile Blondel (dir.), Paris, Septentrion, 1998, p. 115.

16. *Id.*, *La hantise...*, *op. cit.*, p. 14.

17. *Id.*, « La France et son rapport au monde au xx^e siècle », *Politique étrangère*, 3-4, 2000, p. 827-839.

18. *Id.*, « Penser la complexité... », art. cité, p. 113.

19. *Id.*, *La hantise...*, *op. cit.*, p. 133.

20. *Id.*, « Penser la complexité... », art. cité, p. 113.

21. Voir *Id.*, « Questions aux sources du temps présent », dans Agnès Chauveau, Philippe Tétart (dir.), *Questions à l'histoire des temps présents*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 109-124.

22. *Id.*, « La gauche sait-elle gérer la France (1936-1937/1981-1984)? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 6, avril-juin 1985, p. 3-21.

du temps présent²³. Enfin, après avoir animé pendant de nombreuses années un séminaire sur les « Années 1968²⁴ », il a conduit plus récemment, en compagnie de quelques autres chercheurs, une réflexion sur les « années grises de la fin de siècle » et plus particulièrement sur le « sentiment de crise » pendant les années 1970, 1980 et 1990²⁵.

Le poids des subjectivités collectives dans les relations internationales retient depuis longtemps, il est vrai, son attention. Il anime ainsi à l'IHTP, en 1991-1993, un séminaire consacré aux « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938²⁶ », dans le prolongement des travaux de Pierre Laborie²⁷. Dépassant les réflexions de Pierre Renouvin sur la « psychologie collective », il contribue à préciser les notions de systèmes de représentations et d'imaginaires sociaux selon une grille de lecture en trois éléments. D'abord, il montre que toute image est ambivalente : « Toute image positive d'un peuple cache une image négative ; et dans toute image négative d'une nation se dissimule une image positive²⁸. » Ensuite, l'image de l'Autre est également un reflet de Soi : « L'Autre sert à se construire soi-même²⁹. » Enfin,

chaque image des peuples renvoie à un long passé, dans la mesure où elle est le produit d'héritages anciens, mais ce passé est réactualisé selon les besoins du présent et surtout, on l'oublie trop souvent, en fonction d'un avenir espéré ou redouté³⁰.

Dans la continuité de tous ces questionnements et sous l'influence de René Girault dont l'Europe avait considérablement occupé l'esprit à la fin de sa carrière, Robert Frank manifeste un intérêt de plus en plus vif pour la construction européenne, en interrogeant d'abord ce processus sous l'angle des imaginaires³¹ ou de la mémoire des guerres³². Il s'implique ainsi considérablement

23. Voir par exemple sa préface au livre de Marie-Françoise Lévy et Marie-Noële Sicard (dir.), *Les lucarnes de l'Europe. Télévisions, cultures, identités, 1945-2005*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, p. 7-12.

24. Robert Frank, Geneviève Dreyfus-Armand, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 1968. Le temps de la contestation*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Éditions Complexe, 2000.

25. Robert Frank, Geneviève Dreyfus-Armand, Maryvonne Le Puloch, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), « Les années grises de la fin de siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 84, octobre-décembre 2004.

26. Robert Frank (dir.), *Images et imaginaire dans les relations internationales, depuis 1938*, *Les Cahiers de l'IHTP*, 28, juin 1994.

27. Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1990.

28. Robert Frank, « Histoire des relations internationales et images », dans Maria M. Benzoni, Robert Frank, Silvia M. Pizzetti (dir.), *Images des peuples et histoire des relations internationales du XVIII^e siècle à nos jours*, Milan-Paris, UNICOPLI-Publications de la Sorbonne, 2008, p. xvi.

29. *Ibid.*, p. xvii.

30. *Ibid.*

31. R. Frank, « Images, imaginaire et Europe : présentation », dans René Girault (dir.), *Identité et conscience européennes au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994.

32. Antoine Fleury, Robert Frank (dir.), *Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens*, Berne, Peter Lang, coll. « Euroclio », 1997.

dans le réseau de chercheurs européens que son prédécesseur avait patiemment tissé autour de la notion « d'identités européennes ». Après une première étape, conduite par René Girault de 1989 à 1994, portant sur « l'identité et la conscience européennes au XX^e siècle³³ », il coordonne, avec la collaboration de Gérard Bossuat, une seconde étape entre 1995-2000 qui aboutit à un ouvrage de synthèse³⁴. À une période où certains historiens critiquent les dérives d'une histoire « européenne » tendant à mettre en valeur une vision téléologique de l'Histoire, marchant dans le sens d'une intégration européenne de plus en plus poussée, il propose une histoire « problématisée » :

L'histoire de l'Europe doit être moins une mise en intrigue, fatalement fallacieuse, qu'une mise à plat sous la forme d'un « problème » à déchiffrer à travers une grille de lecture qui aide à éviter anachronismes et illusions rétrospectives³⁵.

Il invite notamment à réfléchir sur la polysémie du mot « Europe », qui renvoie à la fois à « l'Europe-continent, l'Europe-civilisation, l'Europe-idée, ou l'Europe en construction c'est-à-dire l'Union européenne³⁶ » et à distinguer entre les notions d'identité européenne (sentiment d'appartenance et conscience d'*être* européen), de conscience européenne (conscience de la nécessité ou de l'urgence de faire l'« Europe ») et de sentiment européen qui « désignerait toute l'affectivité investie dans l'idée européenne, c'est-à-dire l'ensemble des réflexes, des pulsions, y compris les forces irrationnelles, au service de la "cause" de l'Europe³⁷ », en concurrence avec des sentiments nationaux, « bien plus vifs et plus enracinés³⁸ ».

Cette dimension européenne anime également les réalisations de Robert Frank au service de l'organisation de la recherche en histoire de l'Europe contemporaine. Il sait habilement faire évoluer les structures dont il avait hérité et impulser de nouvelles dynamiques à la recherche collective. En 2002, il contribue à transformer un Groupement de recherche (GDR) du CNRS intitulé « Europe et Européens au XX^e siècle : interactions et relations internationales », dont l'origine remontait au début des années 1990, en une Unité mixte de recherche (UMR) baptisée « IRICE » (Identités, Relations internationales et civilisations de l'Europe) qu'il dirige depuis sa création³⁹ et qui a pour objectif de penser historiquement la notion d'Europe, sur le long terme, en croisant

33. René Girault (dir.), *Identité et conscience européennes au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994.

34. Robert Frank (avec la collaboration de Gérard Bossuat), *Les identités européennes au XX^e siècle : convergences, diversités et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.

35. *Id.*, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 71, juillet-septembre 2001, p. 79-89.

36. *Ibid.*, p. 80.

37. *Ibid.*, p. 85.

38. *Ibid.*, p. 86.

39. Celle-ci rassemble des équipes des universités Paris 1 (Institut Pierre Renouvin) et Paris 4 (Centre d'histoire de l'Europe et des relations internationales; Centre de recherche sur les mondes germaniques), des chercheurs CNRS, ainsi que des historiens de l'université de Cergy-Pontoise et de l'université Paris 3 associés à titre individuel.

approche comparatiste et approche internationaliste. Il s'est également fortement impliqué dans la direction d'un Groupement de recherche européen (GDRE) « Espaces et temps de la construction européenne », créé en 2007, qui donnait une existence institutionnelle à l'ancien réseau de chercheurs bâti autour de la question des « identités européennes ».

Le rayonnement international de Robert Frank a été consacré par sa présidence de 2005 à 2010 de la Commission d'histoire des relations internationales, affiliée au Comité international des sciences historiques, dont il est devenu, depuis le congrès d'Amsterdam (2010), le secrétaire général.

Ce sont toutes ces thématiques foisonnantes et variées qu'il a explorées au cours de sa carrière scientifique qui ont inspiré les contributions que l'on va lire. Autour de quatre grandes problématiques qui lui sont chères, les aléas de la puissance, le couple franco-britannique, l'image de l'Autre et les horizons européens, ses élèves ont voulu témoigner que les enseignements qu'ils ont reçus de leur professeur leur ont ouvert bien des pistes et qu'ils continuent encore de stimuler leurs propres réflexions.

La première partie de l'ouvrage s'articule autour des problématiques de guerre et de puissance. Par la mise en perspective de témoignages d'adultes et d'enfants polonais ayant vécu l'entrée des troupes soviétiques en Pologne orientale le 17 septembre 1939, Sabine Dullin analyse à échelle humaine le climat d'incertitude des premières semaines de la guerre, qui voue ces témoins à la déportation. Confusion et incertitude règnent aussi au sein du peuple français au moment de l'exode de 1940. Fabrice Virgili aborde avec un regard nouveau les événements autour du meurtre de six malades par quatre infirmières le 14 juin à l'hôpital d'Orsay. En croisant les questions de responsabilité individuelle – y compris des absents –, de légitimité morale et professionnelle et aussi de hiérarchie du pouvoir, son analyse des événements met l'accent sur la perte de repères souvent évoquée dans le contexte de la défaite française. Autre défaite de cette guerre, qui concerne cette fois-ci la Grande-Bretagne, celle de la terrible chute de Singapour en février 1942. En considérant cet événement et les réactions qu'il provoque, Alya Aglan mesure l'étendue des conséquences d'une défaite qui, tout comme celle de la France, marquera durablement les esprits.

Au lendemain de la guerre, parmi les nombreuses questions auxquelles les Européens doivent faire face, il y a celle des réfugiés. L'article de Dzovinar Kévonian, qui se place dans le cadre plus large de l'histoire des réfugiés dans les relations internationales, démontre les complexités, les limites et les ambivalences de l'Organisation internationale du travail, plus précisément de son administration permanente, le Bureau international du travail, dans la gestion des réfugiés européens et des peuples déplacés à l'issue du conflit. Sur le plan français, les nouvelles institutions dont s'est doté le pays n'attribuent au président de la République qu'un rôle secondaire. Vincent Auriol, qui est le premier à occuper ces fonctions sous la IV^e République, cherche à donner le maximum d'importance à sa charge. Jenny Raffik nous montre qu'il y parvient assez bien et, dans cette période de guerre froide, il multiplie les voyages officiels ou

les entretiens privés à Paris avec les grands de ce monde. Pierre Journoud s'intéresse également à l'action des décideurs, ainsi qu'à celle des sphères militaire et diplomatique, dans le cadre de la sortie de guerre du Vietnam. Rappelant le lien dans la pensée de Robert Frank entre les logiques de paix et celles de guerre, il analyse le processus de paix au Vietnam et démontre que si l'on a abouti à l'obtention de concessions plutôt qu'à une « paix authentique », ce processus a néanmoins été marqué par la reconnaissance mutuelle des États-Unis et du Vietnam. Les *Peace Studies* ont ainsi toute leur place dans l'histoire des relations internationales.

Ces problématiques de guerre et de paix seront à nouveau évoquées au moment de la guerre en Irak en 2002 et la justification en termes idéologiques par les États-Unis de leur entrée en guerre continue de faire ressentir ses effets. Dans son analyse de cet « Empire de la Liberté », Nicolas Vaicbourdt retrace les racines idéologiques de ce qu'il appelle le « siècle américain » et explore les différentes interprétations du statut international des États-Unis et du modèle américain. Thomas Gomart nous livre une lecture d'historien et d'expert d'une autre grande puissance en quête de projection, la Russie de Vladimir Poutine de 2000 à 2008. Au discours de « promotion de la démocratie » de George W. Bush, la réponse de Poutine dans les médias internationaux est celle de la « démocratie souveraine ». Cette analyse de la personnalité et du pragmatisme de Vladimir Poutine montre que sa volonté de redonner un statut international à la Russie a aussi suscité plusieurs problèmes sur le plan international.

Les relations franco-britanniques, au cœur des préoccupations intellectuelles et personnelles de Robert Frank, constituent le deuxième axe du présent volume. Identité nationale, poids des hommes, rapports de force et défense des intérêts nationaux, telles sont les caractéristiques des relations complexes entre ces deux pays. C'est à partir de l'école primaire de Robert Frank, Newton St. Boswells dans sa ville natale de Galashiels en Écosse, que Géraldine Vaughan introduit le lien entre éducation et identité nationale en Écosse, de l'ère victorienne à la fin de la Première Guerre mondiale. Le système éducatif écossais, lié à l'église écossaise (la *kirk*) et contrôlé par elle, beaucoup plus méritocratique que celui de l'Angleterre, est considéré comme une composante importante de l'identité nationale, contrairement au système éducatif anglais, où le contenu prime sur le reste. C'est vers la fin de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle de nombreux soldats catholiques disparaîtront, que les écoles religieuses privées seront intégrées dans un système laïc sous la tutelle publique, système particulier au sein du Royaume-Uni, encore en vigueur aujourd'hui. Si cette Première Guerre mondiale, tout comme la Seconde, est l'occasion de revenir sur les questions d'identité nationale et d'intérêts communs, elle fait apparaître aussi les rapports de force entre les deux pays dans un monde en évolution. De fortes personnalités désormais entrées dans la légende de l'histoire des relations franco-britanniques fournissent une belle illustration de cette caractéristique des rapports Paris-Londres, et la fameuse partie de golf au Conseil suprême de Cannes en janvier 1922, entre Aristide Briand et Lloyd George, en est un exemple à la fois révélateur et original. Jean-Michel Guieu montre comment, au-delà de l'histoire anecdotique de cette partie de

golf, la représentation de l'autre dans l'opinion publique comme dans les relations internationales prend toute son importance dans l'analyse historique des événements et des acteurs.

D'autres personnages politiques et diplomatiques des temps de guerre et de paix marquent durablement les relations franco-britanniques, parmi lesquels Winston Churchill, qui tient une place tout à fait unique dans l'imaginaire français, particulièrement évidente au moment de sa disparition, le 24 janvier 1965. Agnès Tachin montre comment le « vieux lion » est entré dans l'imaginaire des Français, notamment par les médias. Si l'importance de Churchill dans cet imaginaire remonte à son soutien sans faille au moment de la défaite de 1940, il incarne aussi les qualités comme les défauts des voisins d'outre-Manche et n'échappe pas totalement à la critique au moment de sa mort. Toutefois, dans son souvenir se retrouve aujourd'hui encore le poids du symbole de ce grand homme et de ses valeurs face à l'adversité. Autre grand homme des relations franco-britanniques, Charles de Gaulle avait présenté à Churchill le 16 juin 1940 un projet d'union entre la France et la Grande-Bretagne, mais, au fur et à mesure de l'évolution de la guerre, les liens entre les deux hommes devinrent plus complexes, au détriment des relations entre les deux pays, selon Alfred Duff Cooper. Diplomate britannique et francophile convaincu, souvent en conflit avec Churchill au sujet du général de Gaulle et de la France, Claire Sanderson rappelle qu'il tenta de rapprocher les deux hommes au Comité français de libération nationale (CFLN) à Alger en 1944 puis à Paris en 1944-1945. Ambassadeur britannique à Paris de 1944 à 1947, il ne cessera d'œuvrer au rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne. Le traité de Dunkerque signé en 1947, qui posera les fondations d'une nouvelle coopération dans l'après-guerre, sera l'aboutissement de son action. Si, dans un premier temps la France et la Grande-Bretagne se rapprochent pendant cette période, de futurs clivages s'annoncent. L'idée d'un rapprochement franco-britannique resurgit néanmoins en 1956 avec la proposition de Guy Mollet d'une adhésion française au Commonwealth des nations que Christophe Le Dréau replace dans le contexte des mouvements pro-européens des années 1950 et du rêve d'une Paneurope franco-britannique. Voué à l'échec, ce projet perdurera jusqu'à la signature des traités de Rome de mars 1957, auxquels la Grande-Bretagne n'adhéra pas. Entre-temps, même si la crise de Suez marque profondément les deux pays, Philippe Vial montre clairement qu'au niveau de leurs systèmes politico-militaires – les deux dimensions sont indissociables – des dysfonctionnements et des faiblesses des deux côtés n'ont pas été sans influence sur la coopération franco-britannique dans la gestion de la crise, plus précisément dans la planification opérationnelle. La crise de Suez va sceller le clivage entre les deux pays : priorité américaine de la politique de Londres, soucieux après l'humiliation de Suez de réparer la « relation spéciale » anglo-américaine à tout prix ; priorité européenne de la politique de la France, qui, quant à elle, se tourne déjà vers une dynamique de construction européenne et dont la politique d'indépendance vis-à-vis des États-Unis, élément déterminant des années de Gaulle, ne sera pas sans incidence sur les rapports de force Paris-Londres, notamment au moment où la Grande-Bretagne finit par se tourner

vers l'Europe. Enfin, autour d'un tableau d'Édouard Vuillard, nous revenons à la diplomatie avec le portrait dressé par Laurence Badel de la jeunesse et de la carrière d'Olivier Wormser. Diplomate et écrivain, sa contribution à l'engagement de la France dans le processus de construction européenne est déterminante ; en 1983, Wormser fait don de ce beau tableau de Vuillard à la National Gallery à Londres, symbole de son attachement à la Grande-Bretagne.

Le troisième axe s'intéresse aux représentations collectives. Les « mentalités », comme le rappelle Ludovic Tournès, occupaient, certes, une place déjà importante parmi les forces profondes identifiées par Pierre Renouvin, mais il convient aujourd'hui d'élargir une grille de lecture certainement trop déterministe, trop stato-centrée et trop nationale. Les articles rassemblés dans cette partie illustrent notamment le profit que l'histoire des relations internationales a su tirer de l'essor de l'histoire culturelle qui s'est affirmée depuis les années 1980. En étudiant la place qu'occupent respectivement Rio et Paris dans les chansons françaises et brésiliennes du xx^e siècle, Anaïs Fléchet peut ainsi observer les stéréotypes nationaux véhiculés par la culture populaire et éclairer d'un jour nouveau les transferts culturels franco-brésiliens. Du côté français, Rio crée un sentiment d'évasion, d'exotisme voire d'érotisme, alors que dans la musique brésilienne Paris évoque le voyage et surtout les attraits de la femme française, entre séductrice et fille de joie. La presse est aussi le lieu de diffusion d'un certain nombre de stéréotypes. C'est le cas de l'image de De Gaulle diffusée par le magazine américain *Time*, le Général ayant eu à trois reprises la faveur de faire la couverture de l'hebdomadaire (1941, 1944, 1947). Yves-Marie Péréon montre ainsi comment les Américains n'hésitent pas à plaquer sur la représentation du chef de la France libre leur idée de la France éternelle : Jeanne d'Arc, la Liberté guidant le peuple ou le coq gaulois...

L'image de l'Autre renvoie aussi à un passé plus ou moins lointain, réinterprété en fonction des préoccupations du présent. Versailles, étudié par Vincent Laniol, occupe ainsi une place particulièrement importante dans les imaginaires français et allemand. Incarnation de la puissance française en Europe, associée aux deux ravages du Palatinat à l'époque de Louis XIV, Versailles devient entre 1870 et 1940 le symbole de l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, marquant tour à tour la victoire de l'une ou l'humiliation de l'autre. Johann Chapoutot révèle, lui, comment les nazis ont convoqué l'histoire antique pour justifier leur lutte contre l'URSS. Annexant le brillant héritage de la civilisation gréco-romaine à la race nordique, l'Allemagne nazie croyait perpétuer la lutte séculaire de l'Occident nordique contre l'Orient sémitique, comme jadis Rome contre Carthage. Mais puisque la victoire militaire de Rome n'a finalement pas empêché la décadence biologique de l'Empire, les doctrinaires du III^e Reich y ont vu la justification de poursuivre cette fois l'éradication de l'ennemi jusqu'à son terme. C'est également à l'histoire la plus ancienne et aux lointains héritages communs que les animateurs d'*Études méditerranéennes* font appel au tournant des années 1950-1960 afin de servir la cause de la paix. Mais cette petite revue française anti-colonialiste, dont l'existence est rappelée par Mathieu Bouchard, peine à promouvoir, dans le contexte difficile de

la décolonisation, l'idée d'une communauté méditerranéenne de destin entre Français et monde arabe.

Hugues Tertrais vient rappeler, pour sa part, comment l'Occident dans les années 1970 a pu évoluer dans sa perception des événements d'Indochine. La violence de la guerre du Vietnam et l'« impérialisme » américain ont pu susciter au départ une réelle sympathie pour la cause vietnamienne dans l'opinion « progressiste », avant de se retourner à partir de 1975 à mesure que l'Occident percevait la réalité du communisme asiatique. S'intéressant pour sa part à la violence au moment de la transition démocratique de l'Espagne post-franquiste, Sophie Baby souligne le décalage entre un processus considéré dans les représentations collectives comme « pacifique » et la réalité des faits (plus de 700 morts). Cette interprétation erronée de la réalité est due à la fois au fort degré de tolérance de la société espagnole par rapport à la violence et aux besoins de la jeune démocratie espagnole de fonder sa légitimité sur le fait qu'elle était le meilleur rempart au retour des violences du passé ; d'où un processus de réconciliation nationale qui a cherché à enfouir la mémoire de la guerre civile potentiellement génératrice d'un nouveau déchaînement de violences.

Les contributions rassemblées dans la quatrième partie reflètent le renouvellement actuel de l'histoire de la construction européenne. Afin de dépasser une approche trop institutionnelle et trop stato-centrée, l'intérêt s'est ainsi porté sur les milieux non-étatiques, parmi lesquels les intellectuels offrent un exemple intéressant. Un certain nombre d'itinéraires intellectuels ont ainsi gagné à être revisités sous l'angle, jusque-là peu étudié, de l'engagement européen. Mais comme en témoignent les contributions de Raïssa Mézières à propos d'Hermann Hesse et d'Olivier de Lapparent au sujet de Raymond Aron, il faut savoir traiter avec prudence des pensées souvent complexes, voire fluctuantes. Si l'on ne repère pas à proprement parler d'engagement européen chez Hesse – « Je ne crois pas à l'Europe », écrit-il en 1917 –, on trouve dans ses écrits bon nombre de prises de position en faveur de la paix et de la fraternité humaine, qui finiront par évoluer vers un certain « nationalisme européen » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'engagement européen est plus net chez Raymond Aron mais il ne conduit nullement à dépasser le cadre de l'État-nation. Il s'agit, en réalité, d'un engagement critique, qui dénonce tout à la fois l'incapacité de l'Europe communautaire de se doter d'un projet politique et la vacuité de l'idée européenne, « création d'intellectuels ». Seule une véritable union politique des États européens permettrait de les tirer d'une décadence prévisible.

Dans l'espace mitteleuropéen travaillé par les tensions nationales, Ségolène Pleyer montre que les sociaux-démocrates sudètes se sont fait, dans la première moitié du xx^e siècle, les ardents défenseurs de l'idée de confédérations multinationales, démocratiques et très décentralisées qui leur paraissaient le meilleur moyen de pacifier les rapports entre minorités. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les sociaux-démocrates sudètes de RFA, contraints de renoncer à leur territoire d'origine, ont vu dans la construction européenne supranationale la réalisation du cadre fédéral qu'ils avaient depuis longtemps

appelé de leurs vœux. Sur l'articulation entre identité européenne et identités nationales, Julien Gueslin nous propose de considérer le cas des pays baltes après 1918. En affirmant leur appartenance à la civilisation européenne, les élites baltes virent le moyen de parachever leurs mouvements nationaux. Car il s'agissait de la sorte de mieux s'opposer au monde russe qui paraissait si irréductiblement éloigné des valeurs de démocratie, de liberté et de modernité sur lesquelles elles entendaient construire leurs jeunes États.

Bernard Ludwig rappelle utilement les liens intimes entre guerre froide et construction européenne, car c'est la lutte contre l'ennemi soviétique qui a déterminé les États-Unis à soutenir l'intégration économique de l'Europe occidentale. L'idée européenne fut même considérée par les Américains, au début des années 1950, comme l'un des meilleurs thèmes que pouvait exploiter la guerre psychologique qu'ils menaient en Allemagne contre le communisme, à la fois pour stimuler l'esprit de résistance en RDA, mais aussi pour consolider la démocratie ouest-allemande.

Au fur et à mesure de sa mise en œuvre, la Communauté européenne a cherché à assumer progressivement ses responsabilités vis-à-vis des pays du Tiers-monde, s'agissant notamment des zones qui lui étaient historiquement proches. C'est ainsi, comme l'explique Houda Ben Hamouda, qu'elle a tenté de préciser au cours des années 1960 ses relations avec le Maghreb. Mais par les « accords d'association » qu'elle a signés en mars 1969 avec la Tunisie et le Maroc, au terme de laborieuses discussions, elle n'a su, en raison de fortes tensions entre les Six, aller au-delà de simples accords commerciaux préférentiels, repoussant l'idée d'une véritable politique d'aide au développement.

Le succès malgré tout croissant de la CEE dans les années 1970 n'a pas été sans quelque peu embarrasser les socialistes français qui devaient désormais composer avec le cadre communautaire. Georges Saunier nous décrit ainsi la bataille idéologique à laquelle se livrèrent au sein du parti les tenants d'un socialisme réformiste, critique mais volontariste à l'égard de la CEE qu'il s'agissait de réformer dans un sens socialiste, et ceux d'un socialisme radical très réticent à l'égard du Marché commun. La politique européenne de la France de 1981 à 1983 s'en trouve d'autant éclairée.

Les directeurs de cet ouvrage tiennent tout particulièrement à remercier Maryvonne Le Puloch ainsi que Jacques Le Maguer, tous deux proches collaborateurs de Robert Frank, pour la disponibilité, la patience et le professionnalisme dont ils ont bien voulu faire preuve dans la mise au point de ce manuscrit. Les Publications de la Sorbonne, en soutenant depuis le départ cette initiative, ont également joué un grand rôle dans sa réalisation.

Nous remercions également tous les auteurs qui ont accepté de s'embarquer dans cette grande aventure intellectuelle collective et nous espérons que le lecteur percevra, en parcourant l'ouvrage, quelques bribes de l'esprit de camaraderie et du goût du travail en équipe que Robert Frank a su si bien nous transmettre.